



Grève du 5 décembre : des profs en grève, mais qui font cours

Abonnés Société

Au lycée Arago de Villeneuve-Saint-Georges, les profs sont tiraillés entre leur envie de manifester leur colère contre la réforme des retraites et la peur de pénaliser leurs élèves.



Par Christel Brigaudeau Le 5 décembre 2019 à 14h17, modifié le 5 décembre 2019 à 16h49
Au lycée Arago de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), la lutte des classes a un parfum. Elle sent les crêpes. Dans cette ville de banlieue parisienne, ce jeudi 5 décembre, une poignée d'enseignants ont bravé le froid mordant et un brouillard persistant pour installer, devant la grille, une table et une machine à crêpes. « Confiture ou Nutella ? »

Il y a peu de clients à servir : les élèves ont déserté le vaste hall et les parents, invités par email, la veille au soir, à se rendre au piquet de grève, n'ont pas fait le déplacement. Qu'importe. « On veut surtout que nos élèves voient qu'on est mobilisés, et pas seulement absents », explique Laurence, spatule en main. Au carrefour, une camionnette klaxonne comme au plus fort de la crise des Gilets jaunes. On devine un pouce levé à travers la vitre de la fenêtre passer.



Jeudi 5 décembre, piquet de grève du lycée Arago. LP/Christel Brigaudeau

Laurence, crêpière d'un jour, est aussi professeure de SVT dans ce lycée polyvalent d'environ 1000 élèves. L'hiver dernier, l'établissement, comme de nombreux autres en région parisienne, avait été le théâtre de violents blocus et d'affrontements entre les jeunes et la police. L'épisode a laissé des traces.

« C'est important pour nous de montrer que la grève peut être un moment convivial et fraternel... Que ce n'est pas que des casseurs. D'où ces crêpes de la lutte ! » sourit Audrey, professeure de lettres-histoire, syndiquée à la CGT.



Audrey, professeure, sera à nouveau en grève ce vendredi. LP/Christel Brigaudeau Vite, elle doit filer à « l'assemblée générale » de ses collègues du primaire. La veille, elle était à celle des soignants de l'hôpital de la ville. En début de semaine, elle a l'intention de rencontrer des cheminots, convaincue que cette fois, « les luttes peuvent converger ». Elle a prévu de reconduire la grève ce vendredi, ainsi que mardi, mais pas lundi « parce que sinon, c'est la règle dans notre administration, je serai aussi comptée absente pendant le week-end et je ne peux pas me le permettre. » Cette certifiée gagne « 1700 euros net » par mois.

Dans la salle des profs, la moitié des casiers sont ornés d'un petit mot « en grève le 5 ». Cela rappelle des souvenirs à ce pilier du lycée pro, « aussi ancien ici que les murs », occupé à accrocher, en guise de décoration sur le sapin artificiel, de petits appels à la grève. « On n'a pas connu cela depuis 1995, réfléchit-il. À l'époque, on était 100 % en grève. »

Newsletter - L'essentiel de l'actu Chaque matin, l'actualité vue par Le Parisien Je M'inscris Votre adresse mail est collectée par Le Parisien pour vous permettre de recevoir nos actualités et offres commerciales. En savoir plus

VIDÉO. Grève de 1995 : les 3 semaines qui ont marqué la France

Dans la salle, on croise quelques sacoches pleines de cours. « Je suis officiellement en grève, mais j'ai quand même pris mes terminales de 8 heures à 10 heures, raconte Julie, professeure de sciences éco (SES). Avec la réforme du lycée, on ne peut pas se permettre de perdre une heure, dans les classes à examen. Les programmes sont trop chargés. » Sur ses six heures ce jeudi, elle en assurera en fait quatre, avant de se rendre à la manifestation parisienn e.

La lettre de Blanquer n'a pas convaincu

Léa (le prénom a été changé) aussi a « reprogrammé » ses cours avec ses terminales la semaine prochaine. Mais elle tenait à se joindre au mouvement ce jeudi. La lettre envoyée par Jean-Michel Blanquer à toute l'Education nationale, ce mardi, ne l'a pas convaincue. « J'ai bien lu qu'il essaie de nous rassurer, mais je ne le crois pas spécialement... avoue-t-elle timidement. Avec cette réforme, j'ai l'impression de signer un contrat où il n'y aurait que des lignes de petits caractères mal imprimés. C'est trop flou, j'ai peur de me faire arnaquer. »



Dans la salle des profs du lycée Arago. LP/Christel Brigaudeau

Ce flou, c'est justement ce qui conforte Patrick (le prénom a été changé) dans sa volonté... de ne pas suivre la grève. « La vérité, c'est qu'on ne sait rien de ce qui va se passer. Les syndicats agitent le chiffon de l'émotion en faisant peur aux gens sur ce qu'ils pourront perdre, mais moi, j'attends qu'on parle à mon intelligence », argumente ce contractuel, *mezza voce*.

La lettre de son ministre, du reste, ne l'a pas davantage renseigné. Il ne l'a pas lue. « Cela fait longtemps que je me dis que la retraite, il faut faire une croix dessus », balaie-t-il.

Lire aussi sur Le Parisien

- > Suivez en direct la journée de mobilisation
 - > 10 questions sur un conflit qui risque de durer
 - > Policiers, profs, BTP... comment le gouvernement a cherché à déminer
- VOIR LES COMMENTAIRES**